

SCIENCE SANS FINANCES

Le budget de la recherche, présenté à l'Assemblée, n'est pas à la hauteur des ambitions du gouvernement.

Après une année 2003 calamiteuse - crédits annulés en rafale et baisse historique du nombre de chercheurs - l'an 2004 devait marquer la mise sur orbite d'une ambition scientifique, avait promis le ministre Claudie Haigneré. En ligne avec l'objectif fixé au sommet de Lisbonne en mars 2000: hisser l'effort des pays de l'Union européenne à 3 % du PIB, pour soutenir la compétition avec les Etats-Unis (2,8 %). C'est raté. Le budget civil de recherche et développement dont l'Assemblée discute aujourd'hui affiche 8,9 milliards d'euros. Une petite hausse de 0,9 %, concentrée sur les fonds gérés par le ministère, plus faciles à annuler en cours d'année. Les organismes de recherche sont toujours au régime sec, avec des crédits reconduits en euros courants. Le spatial - avec la construction d'un pas de tir pour Soyouz à Kourou et le soutien à Ariane - croque une bonne part du gâteau (1,35 milliard d'euros). Seule la récupération de 150 millions d'euros de recettes de privatisations autorise Claudie Haigneré à voir dans son budget

une «*priorité*».

Cavalerie. La fin d'année 2003 est redoutable pour les laboratoires publics avec près de 100 millions d'euros de crédits annulés au printemps et 43 millions en octobre. Plus 200 millions de retard dans le versement des subventions votées. D'où le recours à «*de la cavalerie à grande échelle, en utilisant l'argent des contrats pluriannuels obtenus par les laboratoires pour financer des opérations qui relèvent de la subvention d'Etat*», accuse Jacques Fossey, administrateur élu du CNRS. Le ministre a beau réaffirmer «*qu'il n'y a pas de problèmes d'argent*», des activités sont annulées faute de crédits et de cerveaux à l'ouvrage.

L'emploi scientifique est au cœur de cette crise. En 2004, le CNRS ne recrutera que 304 jeunes chercheurs, contre 568 en 2001. Et 500 emplois seront supprimés, remplacés par autant de CDD. Philippe Busquin, le commissaire européen à la Recherche, souligne pourtant que «*l'objectif de Lisbonne correspond à 700 000 chercheurs supplémentaires, dont 200 000 dans les laboratoires publics*». Et s'interroge: «*Qui peut penser relancer l'at-*

tractivité de la recherche, attirer des jeunes brillants, les faire revenir des Etats-Unis, avec des contrats temporaires et peu payés?»

Impasse. Tous les organismes sont touchés. «*En 2003, nous avons annulé quatre campagnes (géophysique et biologie) et le nombre de jours en mer doit beaucoup aux opérations du Nautile sur le Prestige*», explique Anne-Marie Alayse, administratrice CGT de l'Ifremer. En 2004, le budget alloué ne peut financer toutes les missions des trois navires hauturiers. Exit donc l'écologie côtière de la Guyane ou l'entretien du réseau Pirata surveillant l'Atlantique pour la prévision climatique.

Ces tensions illustrent l'impasse de la stratégie du gouvernement. Il demande au privé (entreprises et fondations), incité par des cadeaux fiscaux, de réaliser les deux-tiers du progrès vers les 3 % du PIB. Sans succès pour l'instant. L'économie ralentit, les entreprises, frileuses, n'augmentent pas leurs efforts de recherche. Ou les délocalisent là où les labos publics offrent le plus de coopérations. Mais Claudie Haigneré assurait aussi qu'une croissance annuelle de «*6,7%*

en euros courants» des crédits publics était nécessaire. La stagnation actuelle, ajoutée

aux rigidités du système français, fait de la contrainte budgétaire et de la décrue des effectifs le seul moyen disponible pour «*réorienter la recherche*», le leitmotiv du ministère. En résumé: diminuer la recherche fondamentale, au profit des recherches appliquées; la physique et la chimie, au bénéfice des sciences du vivant et des technologies de l'information.

Comble. Les conséquences de cette politique, si elle se poursuit, seront durables. Méfiance des jeunes devant les emplois scientifiques, mise en cause du potentiel de recherche dans un monde où sciences et technologies constituent la carte majeure de l'Europe. Un comble puisque ce renoncement survient au moment historique où le vieux continent a rattrapé les Etats-Unis en recherche fondamentale, après un demi-siècle de course poursuite. Et que d'autres puissances scientifiques se préparent à contester la domination de ce duo de tête. ◀

SYLVESTRE HUET

Coupe claire

En 2003, 142,9 millions d'euros de crédits de paiements ont été annulés sur 1385,4 millions votés (organismes de recherche, hors spatial).

Le salaire

d'embauche d'un chercheur de 30 ans, docteur ès sciences avec plusieurs publications à son actif, est de 2140,19 euros brut par mois (CNRS).

130 000

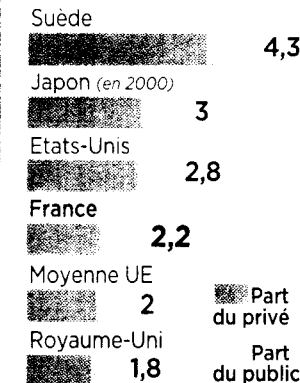
étudiants étaient inscrits en Deug de sciences en 1998, seulement. 98 000 en 2003.

75 %

environ des étudiants européens passant une thèse aux Etats-Unis s'y installent, contre moins de la moitié en 1990.

Les dépenses en recherche et développement

En % du PIB, en 2002.



Libération. Source Eurostat

Les chercheurs: moins de 1% des fonctionnaires, mais 10% des 4500 postes supprimés dans la fonction publique en 2004.

Jean Pailhous, président du Comité national de la recherche scientifique

Le CEA prêt à vendre ses bijoux

Cession du siège, arrêt ou report de projets: la direction envisage plusieurs solutions face à la baisse des ressources.

Vendre les bijoux de famille, réduire la recherche fondamentale. Voilà comment la direction du Commissariat à l'énergie atomique – l'administrateur général Alain Bugat et le haut-commissaire Bernard Bigot – propose de gérer la décre de ressources. Alors même que le gouvernement demande au CEA de s'engager à haut niveau dans de nouveaux programmes: nanotechnologies, énergies du futur (piles à combustible, filière hydrogène), technologies pour la santé. «*On a l'impression d'une certaine panique là-haut*», résume un physicien. La version provisoire du «*plan à moyen et long terme, 2003-2012*», élaboré par Bugat et Bigot, que *Libération* s'est procuré, fait frémir. Le duo s'attend à une baisse de 1,4 milliard d'euros de ressources sur les 18,3 prévus, dont 620 millions de subventions publiques et la chute de 70 à 50 millions par an des dividendes d'Areva, le géant du nucléaire issu des recherches du CEA. Pourtant, le CEA doit faire face à des dépenses obligatoires pour les déchets nucléaires à Cadarache de 280 millions d'euros. Les réaliser avec la subvention annuelle «*porterait un coup fatal aux autres activités de recherche*», avoue le document. Vente de titres Areva, emprunt bancaire, vente du siège (Paris) sont envisagés pour combler le trou. Tous les grands projets sont reportés. D'un an pour le réacteur de recherche Jules Horowitz (2013) et pour NeuroSpin – un plateau d'imagerie cérébrale à Saclay avec des aimants à très haut champ magnétique – repoussé à 2007. Le Réacteur d'étude et de développement technologique (pour les filières électronucléaires innovantes) est retardé.

Plutôt morose, cette perspective se double d'un débat violent sur la place de la recherche fondamentale dans l'organisme. Fort de son expertise en technologies nucléaires, cryoma-

gnétiques et micro-électroniques, fruit d'une collaboration étroite entre ingénieurs et scientifiques, le CEA occupe une place de choix dans l'arsenal européen des très grands équipements. L'accélérateur LHC et ses détecteurs en construction au CERN (Genève), la source de neutrons Orphée (Saclay), le synchrotron Soleil (en construction), les télescopes spatiaux à rayons gamma ou infrarouges... toute la communauté scientifique française profite de cette force de frappe en utilisant à plein ces instruments autour desquels de nombreux jeunes chercheurs ont été formés. Mais la nouvelle direction du CEA considère qu'il faut la réduire. C'est inscrit noir sur blanc dans son projet: fermeture d'Orphée en 2006, retrait de Soleil en

2011, décre de effectifs de chercheurs. «*Le service de physique des particules a déjà perdu 25% de ses chercheurs en dix ans*», s'indigne Michel Cribier, spécialiste des neutrinos. Et, en 2004, la physique et l'astrophysique devaient perdre 80 personnes. Après protestations et manifestations, «*la perte a été diminuée à 20*», se réjouit François Gounand, le directeur des sciences de la matière. Les instruments en construction seront terminés – «*de toute façon nous sommes engagés auprès de nos partenaires européens*» – mais le futur inquiète Gounand: «*C'est la contribution française aux projets européens ou mondiaux en gestation qui est en cause. Nous pouvons perdre notre place dans ces collaborations, qui sont aussi des compétitions.*» Au

ministère, on refuse, pour l'heure, d'avaliser un tel plan. Et l'on se demande comment amener Areva ou EDF à mieux financer l'organisme qui a inventé leurs technologies. ◆ S. H.

Les labos de Bichat tournent au ralenti

Pourtant présentées comme une priorité, des recherches en sciences du vivant sont stoppées.

Bichat, Centre hospitalier universitaire prestigieux, côté laboratoires. On s'attend à débrancher en plein travail des scientifiques en sursurrégime. Boostés par le statut des sciences du vivant, et surtout biomédicales, «*priorité au sein d'une recherche elle-même priorité gouvernementale*», selon le discours gouvernemental. En sortant, on leur prescrirait bien une pilule rose, histoire de les sortir de la déprime.

Crédits annulés. Nicolette Farman, directrice d'un institut de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) regroupant 20 labos et 500 personnes, ouvre une lourde porte, désigne la pièce aux trois-quarts vide, et lance : «*Voilà, il n'y a pas grand-chose à voir.*» Ce devait être un plateau technique, bourré d'appareils pilotés par ordinateur permettant l'étude des protéines liées aux maladies des cellules épithéliales (rein, poumons, système digestif, peau...), au sida ou aux anomalies du développement pré et postnatal. Un projet évalué, estampillé par l'Inserm, sélectionné pour financement par le Fonds national de la science – géré directement par le ministère de la Recherche et dont Claudie Haigneré affirme qu'il compense la baisse des crédits affectés aux organismes scientifiques. «*En 2001, le gouvernement nous a promis 292 000 euros sur quatre ans. Depuis, 70 % ont été annulés.*

Les équipes attendent toujours les équipements.» Exemple isolé?

Dans le même bâtiment, l'animalerie de 3000 souris, auxiliaires indispensables des chercheurs. «*Nous avons l'accord de l'Inserm pour créer des souris transgéniques, modèles pour les maladies cardiovasculaires, rénales ou artérielles. Avec les annulations de crédits, le projet est en stand-by... et pendant ce temps nos concurrents américains les utilisent déjà*», s'énerve Nicolette Farman. Gérard Friedlander, directeur d'une équipe spécialisée dans les maladies rénales,

vit une sorte de chômage technique pour cause financière : «*C'est simple, j'ai épuisé mes crédits de fonctionnement 2003 depuis le 15 septembre.*» Parfois, le manque de sous confine au ridicule. Marc Laburthe, directeur de l'Unité neuroendocrinologie et biologie cellulaire digestive, en est réduit à refuser une «*synthèse peptidique à un thésard, indispensable pour sa recherche*». Le prix? «*1300 euros.*» Devant la moue incrédule du journaliste, il insiste : «*Il me reste 5000 euros pour finir l'année, qui partiront à la première casse d'instrument.*» Dans un recoin se trouve la pho-

tocopieuse du labo, en panne depuis quinze jours : le réparateur reviendra lorsque sa société aura été payée.

Paperasses. Manque d'argent, manque de bras aussi. «*De nombreux projets ne sont pas réalisés uniquement par manque de chercheurs*», explique Nicolette Farman. Marc Laburthe : «*J'avais quatre post-docs (Russe, Polonais, Iranien) financés par l'Inserm. Leurs salaires ont été récupérés pour compenser la diminution des postes budgétaires permanents. Ils sont rentrés chez eux, en dix jours pour la Polonaise, ou partis aux Etats-Unis : voilà comment on traite des gens de haut niveau*» Que la recherche ne paye plus son homme – un jeune chercheur à bac plus 12 gagne à peine plus qu'un policier stagiaire –, que la recherche

publique recrute peu, cela commence à se savoir, regrette Gérard Friedlander. Résultat? Deux fois moins d'étudiants en thèse dans son labo ou celui de Laburthe. «*Avant, on sélectionnait deux candidats sur vingt, maintenant on prend tout ce qui se présente.*» Tableau trop noir? «*Evidemment, nous publions encore*, explique Nicolette Farman, *les recherches continuent. Mais nous sommes ralentis par ce manque de fric et cette avalanche de paperasses – pour remplir un appel d'offre de Bruxelles qui tient en quatre pages je dois lire 60 pages de notice!*» ◀

S. H.

éditorial

PAR GÉRARD DUPUY

Jongleries

On ne peut reprocher aux scientifiques de vivre dans une tour d'ivoire puisqu'on les paye notamment pour ça. Leur éloignement est bien regrettable, car s'ils mettaient à défendre leurs intérêts un dixième de l'énergie déployée par les marchands de tabac, ils feraient encore plus de

bruit et, en plus, ce serait à bon droit. Car le gouvernement Raffarin a corsé la ladrerie budgétaire envers la science, s'il ne l'a pas inventée, et les jongleries cosmétiques de la ministre en charge n'y changent rien.

Pourtant, si la science a été décrétée grande cause nationale et même immense cause européenne, il y a de bonnes raisons à cela. Quiconque se penche sur l'avenir de notre cher et vieux continent conclut que, dans le monde de brutes concurrentielles qui nous attend, il faut tirer le meilleur parti de ses

avantages qualitatifs. Il faut donc impérativement valoriser ses capacités intellectuelles afin de ne pas se laisser distancer par les Etats-Unis, qui cavalent loin en tête, ni phagocyter par les pays émergents, dont l'immense réservoir de matière grise n'est encore que très partiellement mis en œuvre.

Le lent désamour de l'enseignement scientifique montre qu'un problème de taux de remplacement se pose pour la recherche de manière bien plus urgente que pour la démographie. C'est un faux procès que d'opposer recherche

fondamentale ou appliquée, laboratoires publics ou privés, comme le fait implicitement le gouvernement qui préfère, par souci du court terme et de la rentabilité, les seconds. En fait, la science est un tout dont les secteurs se complètent sans s'opposer. Déshabiller Pierre pour habiller Paul est le meilleur moyen de s'assurer qu'ils seront tous les deux court vêtus. Les problèmes de la recherche scientifique ne se résument pas aux crédits chichement mesurés qu'on lui attribue, mais ça n'a jamais arrangé personne d'être pauvre en plus de mal-aimé.